



Système national de gestion des risques de désastre  
Secrétariat permanent de gestion des risques de désastre  
Centre d'opérations d'urgence national

# Tremblement de terre

Samedi 14 août 2021 – Péninsule Sud



# Rapport d'étape

du Centre d'opérations d'urgence national

*Samedi 4 septembre 2021*

## Contexte

---

Ces dernières années, Haïti a connu une succession de chocs qui ont rendu la situation de plus en plus délétère dans les grands centres urbains comme dans les milieux les plus reculés. La précarité générale des ménages s'est intensifiée, couplée d'une aggravation de la situation humanitaire, avec au moins de 4,4 millions de personnes en insécurité alimentaire, selon la Coordination nationale de sécurité alimentaire (CNSA). Jusqu'à la première moitié du mois d'août 2021, le pays affichait des voyants économiques au rouge.

Ajoutés à cela, un climat tendu en matière de sécurité, ayant occasionné des centaines de personnes déplacées internes dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, et une pandémie sournoise de COVID-19 – au vendredi 13 août, seulement 20 000 personnes (2 276 dans les départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud) étaient vaccinées à travers le pays, environ un mois après le début tardif de la campagne de vaccination. De plus, la crise politique, qui perdure depuis au moins trois années, s'est encore aggravée avec l'assassinat, le 7 juillet, du président de la République, Jovenel Moïse, en sa résidence.

Sur cette toile de fond, la direction générale de la Protection civile (DGPC), jouant le rôle de secrétariat exécutif du Système national de gestion des risques de désastre (SNGRD), poursuivait la mise en œuvre de sa planification annuelle. Par exemple, elle a initié l'organisation, en mai dernier dans le Grand Nord, de l'exercice de simulation « *Michan Sekous*<sup>1</sup> », qu'elle a été contrainte de reporter à la prochaine rentrée scolaire en raison de l'état d'urgence sanitaire. Elle assurait en même temps la gestion de la saison cyclonique en cours, dans un pays en proie aux vulnérabilités face aux aléas climatiques.

Et puis, la terre a tremblé fortement dans la péninsule Sud. À côté du bilan humain, ce séisme de magnitude 7.2, que tout le pays a ressenti, a fortement ébranlé la région du Grand Sud, endommagé ou détruit des hôpitaux et des centres de santé, des écoles, des ponts, des installations et d'autres infrastructures critiques.

Les réseaux d'adduction en eau potable ont subi d'importants dommages dans plusieurs communautés, rendant l'accès à l'eau très difficile. L'agriculture et l'élevage ont également été affectés par les nombreux mouvements de terrain signalés. Selon une évaluation satellitaire réalisée par la Banque mondiale, les dommages et pertes économiques subis par le pays s'évalueraient à 1,5 milliards de dollars, soit environ 10 % du produit intérieur brut national.

Des centaines de milliers de personnes, qui se sont retrouvées en quelques secondes sans logement, vivent désormais dans une situation de vulnérabilité accrue, que le Gouvernement, les acteurs du SNGRD et les nombreux partenaires nationaux et internationaux, essaient d'atténuer, en cherchant en priorité à satisfaire les besoins humanitaires de base (santé, logement, nourriture, eau, assainissement, hygiène et protection).

---

<sup>1</sup> Très forte secousse

## Les paramètres du séisme



2 248

Personnes décédées



12 763

Personnes blessées



329

Personnes disparues



53 815

Maisons détruites



83 770

Maisons endommagées



690 000

Population affectée

Un puissant tremblement de terre s'est produit, le samedi 14 août 2021 aux environs de 8 heures 30 du matin, dans les Nippes, avec un épicentre proche de la faille active dite de la Presqu'île du Sud et un hypocentre à environ 20 km de profondeur. Sa magnitude a été estimée à 7.2, soit 40% plus énergétique qu'en 2010.

D'après les résultats préliminaires d'une réponse scientifique menée par des équipes locales<sup>2</sup>, le séisme s'est passé en deux temps. Un premier segment est rompu entre l'Azile et Baradères, relâchant l'essentiel de l'énergie. La rupture s'est propagée vers un segment ouest dans la zone Maniche – Camp Perrin – Pic Macaya, en devenant plus superficielle.

Quelques heures après le choc, les calculs de mouvements du sol de l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS) – utilisant la station accélérométrique de Saint-Louis du Sud – ont montré que la vibration a été violente dans une région s'étendant des Cayes à l'Azile, sur toute la largeur de la Presqu'île du Sud.

Il était donc rapidement clair que les dégâts seraient importants à très importants pour des bâtiments ou infrastructures mal construits. À ce jour, plus de 900 répliques ont été enregistrées, dont 400 de magnitude supérieure à 3, c'est-à-dire potentiellement ressenties et capables de causer des dégâts aux bâtiments et de provoquer des mouvements de terrain. Des constructions, fragilisées par le séisme se sont d'ailleurs effondrées après une réplique de magnitude 4.85, enregistrée le mercredi 18 août à la mi-journée.

## Bilan des dégâts humain et sur le bâti

Selon les résultats préliminaires de la réponse scientifique locale, le tremblement de terre du 14 août s'est produit dans une zone de faille, qui est supposée être le lieu d'au moins trois séismes historiques importants en 1701, 1751 et 1770, puis d'un quatrième plus faible en 1860. La région de l'épicentre a aussi été touchée par deux tremblements de terre importants en 1952 et 1953. Ce nouveau tremblement de terre et les nombreux mouvements de terrain qu'il a induits ont causé des pertes en vie humaine et des dégâts matériels considérables dans trois des dix départements géographiques du pays.



### Bilan humain

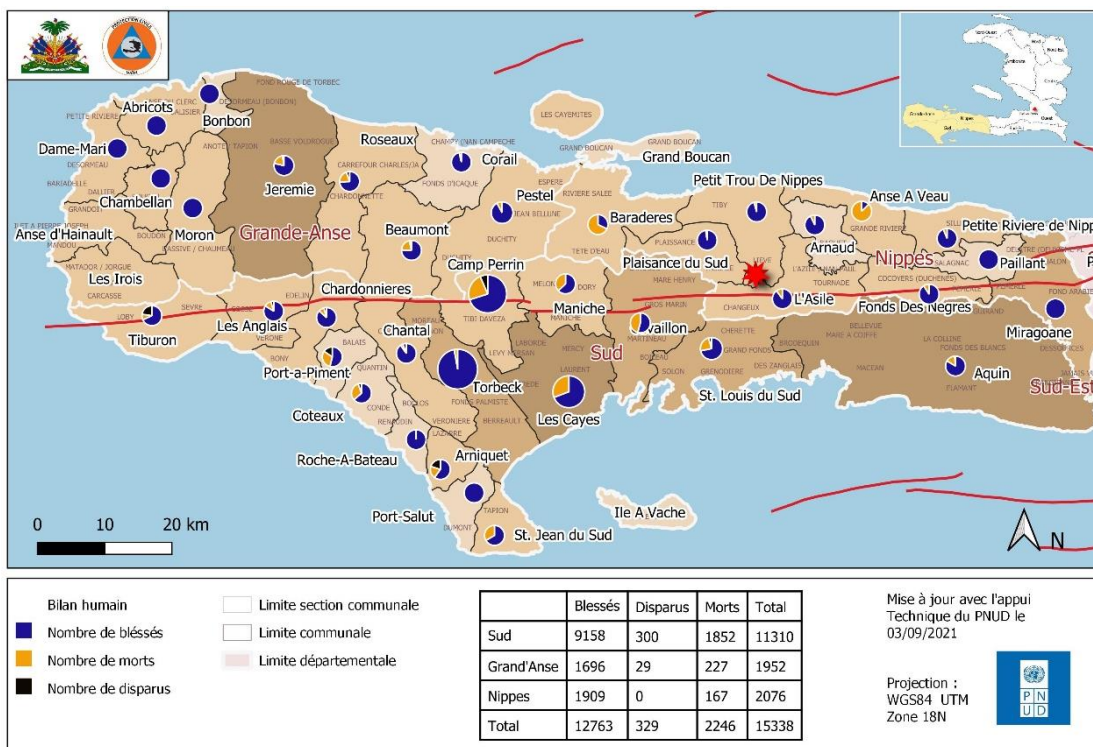
Le séisme du 14 août a causé la mort de 2 248 morts, tandis 12 763 sont blessées et 329 autres portées disparues dans les trois départements fortement affectés, mais aussi dans le Nord-Ouest où 2 personnes ont trouvé la mort à Bassin Bleu. Il a directement affecté environ 690 000 personnes, ce qui représente 40 % de la population totale de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud.

<sup>2</sup> Ces équipes impliquent l'Unité de recherche en géosciences (URGéo) de la faculté des Sciences de l'Université d'État d'Haïti et l'Unité technique de sismologie (UTS) du Bureau de mines et de l'énergie. Elles travaillent en coopération étroite avec les partenaires universitaires du Laboratoire mixte international CARIBACT de l'Institut pour la recherche et le développement (IRD) et le Laboratoire Géoazur de l'université de Côte d'Azur en France.



Ce bilan est établi à partir des données collectées sur le terrain par les structures de la Protection civile, au niveau des communes et des sections communales, ou directement par les maires et les présidents des conseils d'administration des sections communales. Elles sont traitées et analysées sur la base de plusieurs de paramètres et d'outils à disposition du Centre national des opérations d'urgence (COUN).

**Bilan humain**  
dans les départements  
de la Grande-Anse, des  
Nippes et du Sud



L'intensité du phénomène, les cartes multirisques – dans les communes où elles existent (au moins 18 en ce qui concerne les départements touchés), des données sur le bâti, les projections sur la population de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique ont servi de base aux analyses.

**Contrainte**

La nouvelle division administrative du pays – communes fraîchement créées – diffère du tracé des limites administratives sur les produits cartographiques dont dispose le COUN. À l'exception des îles Cayemites, l'aire Information et analyse a été contrainte de combiner les chiffres de bilan de la commune de Duchity à celle de Pestel ; de Marfranc à Jérémie ; de Ducis à Torbeck, mais aussi de Fond des Blancs à Aquin.

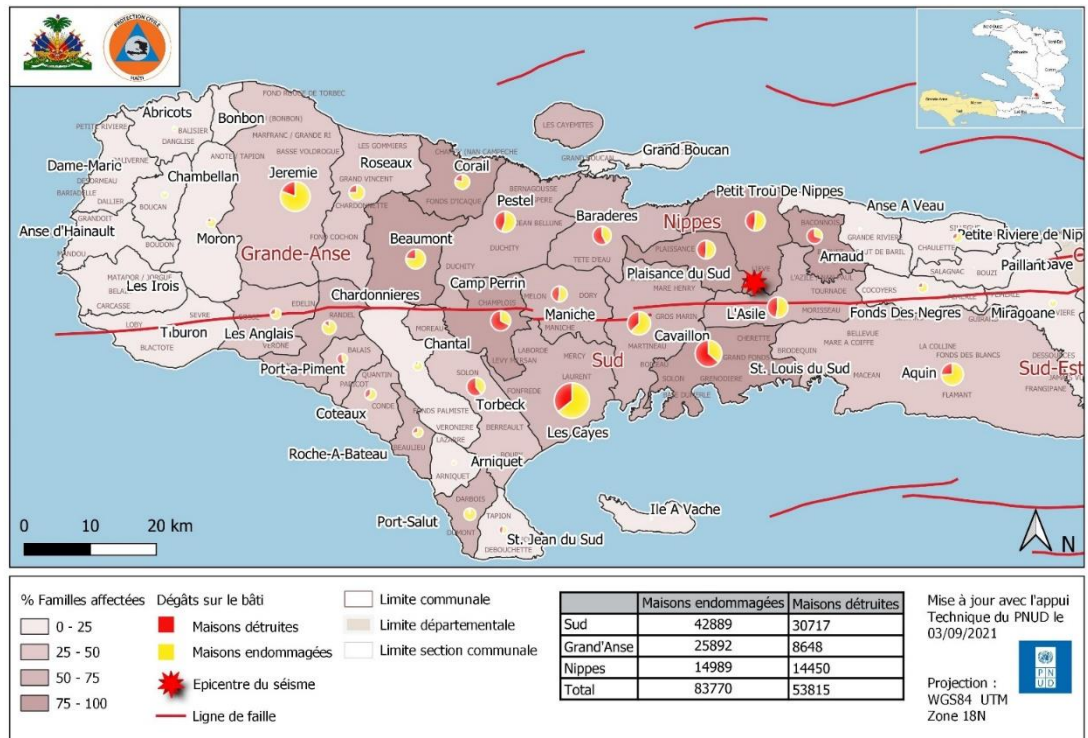
**Dégâts sur l'habitat**

Les premières évaluations conduites après le tremblement ont montré que le pourcentage de maisons détruites dans les milieux ruraux – où vivent jusqu'à 80 % de la population affectée – était en moyenne 5 à 7 fois plus élevé que dans les centres urbains.



## Dégâts sur l'habitat

dans les départements de la Grande-Anse, des Nippes et du Sud



Néanmoins, si le séisme a engendré la destruction ou l'endommagement de maisons aussi bien en ville qu'à la campagne, l'effondrement des constructions urbaines, en majorité en agglomérés de béton, a entraîné plus de pertes en vie humaine que dans le cas des habitations rurales en bois et matériaux légers. Dans les trois départements affectés, 83 770 maisons ont été soit faiblement ou fortement endommagées et 53 815 détruites.

	GRAND'ANSE	NIPPES	SUD	NORD-OUEST	TOTAL
<b>MORTS*</b>	227	167	1 852	2	2 248
<b>BLESSÉS</b>	1 696	1 909	9 158		12 763
<b>DISPARUS</b>	29		300		329
<b>MAISONS ENDOMMAGÉES</b>	25 892	14 989	42 889		83 770
<b>MAISONS DÉTRUITES</b>	8 648	14 450	30 717		53 815
<b>POPULATION AFFECTÉE</b>	173 000	148 000	369 000		690 000

## Impacts sur les secteurs



### Infrastructures

Moins de cinq ans après le passage dévastateur de l'ouragan Matthew, de catégorie 4, dans la région, le séisme du 14 août a engendré de nouveaux dommages ou détruit des infrastructures dont certaines n'étaient même pas réhabilitées. Plusieurs secteurs ont subi d'importantes pertes.

En effet, des hôpitaux et des centres de santé, des établissements scolaires, tant publics que privés, des ponts, des installations et d'autres infrastructures critiques ont été affectés par le tremblement de terre.



62

structures  
gravement ou  
partiellement  
endommagées

### Infrastructures sanitaires

Le secteur santé est très affecté par l'impact considérable qu'a eu le séisme sur le pays déjà fragilisé par des chocs cumulatifs. Une évaluation des structures sanitaires, conduite par le ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) dans les départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud, fait état de 62 structures gravement ou partiellement endommagées.

DÉPARTEMENTS	INFRASTRUCTURES AFFECTÉES			STATUT		TOTAL
	PUBLIQUES	PRIVÉES	MIXTES	PARTIELLEMENT	GRAVEMENT	
GRAND-ANSE	18	9	10	21	16	37
SUD	9	2	4	6	9	15
NIPPES	4	1	5	8	2	10
TOTAL	31	12	19	35	27	62

### Infrastructures routières

La route nationale #7, reliant les Cayes (Sud) et Jérémie (Grand'Anse), a été coupée, notamment à hauteur de la rivière Glace, en raison de mouvements de terrain provoqués par le tremblement de terre du 14 août 2021. Le passage subséquent du cyclone Grace a rendu la situation encore plus difficile sur cette route.

Les ponts jetés sur la Voldroque, Guinaudée et Roseaux ont été endommagés. Dans les premiers jours ayant suivi le choc, l'aggravation de l'endommagement du pont Dumarsais Estimé (rivière de la Grand'Anse), sur lequel le passage des véhicules est désormais interdit, a compromis l'acheminement de l'aide d'urgence dans des communes affectées et a constitué une source potentielle de mouvements de revendication populaire. Par ailleurs, obstrué par un glissement de terrain, le tronçon reliant les localités de Latibolière et de Sassier, dans la 4<sup>e</sup> section communale de Jérémie, est toujours coupé à ce jour.

### Infrastructures portuaires

Le wharf de Jérémie – déjà affecté par le cyclone Matthew en 2016 - et celui d'Anse d'Hainault (département de la Grand'Anse) ont été fortement endommagés. Toujours dans la Grand'Anse, le quai de Corail a également subi des dommages, tant que celui de Pestel a été détruit. L'Autorité portuaire nationale (APN) a informé que le port de Saint-Louis du Sud a été également endommagé.

DÉPARTEMENTS	INFRASTRUCTURES PORTUAIRES (WHARFS & QUAIS)		INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES	
	ENDOMMAGÉES	DÉTRUITES	ENDOMMAGÉES	DÉTRUITES
GRAND-ANSE	2	2		
NIPPES				
SUD				
TOTAL	2	2		

### Infrastructures hydrauliques et d'assainissement

Les réseaux d'adduction en eau potable ont subi d'importants dommages dans plusieurs communautés, allant de la turbidité de l'eau dans les robinets et la destruction de réservoirs, rendant l'accès à l'eau potable très difficile.

Les installations dans les ménages ont également subi des dommages plus ou moins importants. C'est le cas par exemple à Pestel (Grand'Anse) où plus de 1 800 citernes familiales – aménagées dans le sol – ont été fissurées ou détruites.

### Infrastructures scolaires

Selon un bilan partiel fourni par le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP), 1 064 établissements scolaires ont été évalués sur 2800 existants dans les trois départements affectés.

Les résultats préliminaires de cette évaluation font état de 171 écoles complètement détruites, ce qui représente 16 % du parc scolaire dans les zones affectées. Le tableau ci-dessous donne des détails sur les écoles affectées par département.

DÉPARTEMENTS	ETABLISSEMENTS DÉTRUITS		ETABLISSEMENTS ENDOMMAGÉS	
	PUBLICS	NON-PUBLICS	PUBLICS	NON-PUBLICS
GRAND'ANSE	15	23	82	120
NIPPES	18	58	67	137
SUD	21	36	85	75
TOTAL	54	117	234	332

### Bâtiments publics

Dans la Grand'Anse, les complexes administratifs de Jérémie, de Beaumont et de Corail ; les commissariats de Jérémie (y compris la prison), de Pestel et de Corail ainsi que le bureau électoral provisoire de Beaumont ont tous subi des dommages.

La Police nationale d'Haïti (PNH) a rapporté que plusieurs installations de la justice et de l'institution policière ont subi des dommages. Concernant les bureaux des directions départementales, les commissariats, les sous-commissariats et les prisons civiles, 19 ont été endommagés et un seul détruit.

Si aucun cas de mortalité dû au séisme n'est à déplorer au sein de la PNH, certains policiers ont perdu des proches parents dans la tragédie. Le tableau ci-après donne des détails sur les infrastructures policières affectées.

DÉPARTEMENTS	DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES		COMMISSARIATS		SOUS-COMMISSARIATS		PRISONS CIVILES	
	!	×	!	×	!	×	!	×
GRAND'ANSE	1	0	7	0	1	0	1	0
SUD	0	0	7	0	0	0	1	0
NIPPES	0	0	0	0	1	1	0	0
TOTAL	1	0	14	0	2	1	2	0

! Endommagé

× Détruit

### Bâtiments de la Protection civile

  
**171**  
écoles complètement  
détruites

Dans les Nippes, le Centre d'opérations d'urgence communal (COUC) de Fonds-des-Nègres est partiellement endommagé. En ce qui concerne le département du Sud, le parquet du Centre d'opérations d'urgence départemental (COUD) est fissuré.

Des dommages au niveau des COUC de Roche-à-Bateau et de Coteaux sont également rapportés. En revanche, aucun dommage n'a été signalé dans la Grand'Anse en ce qui a trait aux installations de la protection civile dans ce département.

DEPARTEMENTS	STRUCTURES DÉTRUITES	STRUCTURES ENDOMMAGÉES
GRAND'ANSE	0	0
NIPPES	0	1
SUD	0	1
TOTAL	0	2

### Autres installations critiques

La principale centrale électrique de l'Électricité d'Haïti (EDH) dans le Sud est à l'arrêt à cause de deux moteurs endommagés par le tremblement de terre du 14 août.

Aucun rapport n'est parvenu au COU, concernant les infrastructures de télécommunications affectées par le tremblement de terre du 14 août 2021. Un opérateur de téléphonie mobile a cependant rapidement communiqué au lendemain du séisme pour confirmer que ses installations n'avaient subi aucun dommage majeur. Des problèmes de communication enregistrés le jour du séisme seraient dus à une surcharge du réseau.



### Agriculture

Moins dévastateur qu'un cyclone pour le secteur, le séisme a quand même affecté l'agriculture dans ses différents sous-secteurs. Concernant les cultures, des pertes de jardins, détruits ou ensevelis, ont été signalées à Roseaux, aux Îles Cayemites et à Pestel (Grand'Anse). Il faut ajouter à cela, plusieurs hectares de terres cultivées inondées à la suite du passage du cyclone Grace, deux jours après le séisme.

Au niveau du sous-secteur de l'élevage, des pertes de bétail ont été signalées à Roseaux, aux Îles Cayemites et à Pestel, tandis que les communautés de pêcheurs ont perdu du matériel de pêche au niveau de ces trois communes. Par ailleurs, des évaluations devront être conduites notamment dans le parc naturel Macaya, situé à cheval sur les départements du Sud et de la Grand'Anse dans la réserve biosphère la Hotte, où de nombreux mouvements de terrain ont été signalés.

## Actions entreprises

Le Gouvernement et les structures du SNGRD se sont mobilisés dès la confirmation des premiers dégâts causés par le séisme, pour apporter une réponse rapide dans les communautés affectées. Pendant leurs interventions, ils ont bénéficié de l'appui de partenaires nationaux et internationaux, déployés également sur le terrain de la catastrophe, pour aider à sauver des vies et alléger la souffrance de la population.





## Coordination

**SAMEDI 14 AOÛT 2021.** Conformément aux procédures et aux protocoles existants, les différentes plateformes de coordination du SNGRD dans les zones affectées, mais aussi au niveau central, ont procédé à l'activation des centres d'opérations d'urgence.

Au niveau territorial, ces derniers ont fonctionné sans relâche, en dépit de la difficulté de maintenir la permanence, surtout dans les départements, les communes, les sections communales et les localités où, dans certains cas, quelques-uns de leurs membres ont été directement affectés par le phénomène.

Les actions de contrôle, de supervision et de coordination des opérations menées sur le terrain y sont conduites au quotidien, avec l'appui d'acteurs humanitaire, dont certains sont arrivés au pays expressément pour apporter leur soutien à la coordination et aux opérations sur le terrain.

Après un survol hélicoptère du Grand Sud et la confirmation des évaluations préliminaires, le Premier ministre, Dr Ariel Henry, a déclaré l'État d'urgence, pour une durée d'un mois, dans les trois départements les plus affectés, face à l'ampleur des dégâts. Le directeur général de la Protection civile, à titre de directeur technique du COUN, fait également partie de la mission. Le chef du Gouvernement a ensuite délégué des missions ministérielles d'appui à la coordination et de supervision dans les départements touchés.

**LUNDI 16 AOÛT 2021.** Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), déjà présent aux côtés des structures nationales, a établi, un centre de coordination des opérations sur le terrain (OSOCC) grâce au déploiement d'une équipe des Nations unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC), dans les locaux de la DGPC.

L'appui du Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) a permis l'arrivée en Haïti d'une équipe de soutien opérationnel de la CARICOM (COST) de l'Agence caribéenne de gestion des catastrophes et des réponses aux urgences (CDEMA), pour travailler dans les COU national et départementaux activés. Le CDEMA a déjà appuyé, par le passé, plusieurs centres d'opérations d'urgence. C'était le cas en 2010, à la suite du séisme du 12 janvier, et en 2016 pendant le passage de l'ouragan Matthew, dans la même région touchée, le mois dernier, par le séisme.

**VENDREDI 20 AOÛT 2021.** Une délégation des Nations unies, dirigée par Mme Helen La Lime, représentante du Secrétaire général des Nations unies en Haïti, a visité le Centre d'opérations d'urgence national. Mme La Lime était accompagnée d'autres personnalités dont plusieurs chefs d'agences du système Nations-Unies en Haïti.

**SAMEDI 21 AOÛT 2021.** Une semaine après le tremblement de terre, le directeur général de la Protection civile, Dr Jerry Chandler, accompagné de Tim Callaghan, conseiller humanitaire principal de l'USAID pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a visité à nouveau des communes des départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes. Ensemble, ils ont rencontré des

maires et des équipes communales de Protection civile, ainsi que des membres de la population, pour donner un coup d'accélérateur à la réponse aux urgences.

**MERCREDI 25 AOÛT 2021.** La vice-secrétaire générale des Nations unies, Amina Mohammed, accompagnée de l'administrateur du PNUD est arrivée en Haïti pour exprimer sa solidarité au peuple haïtien après le séisme meurtrier et évaluer les besoins sur place. Elle s'est entretenue avec le Premier ministre, Dr Ariel Henry, des représentants de la société civile et sa visite le Sud.

Le même jour, les Nations Unies et leurs partenaires ont lancé un appel de 187,3 millions de dollars pour fournir l'aide d'urgence aux familles touchées par le tremblement de terre, notamment en matière d'abris, d'eau et d'assainissement, de santé d'urgence, de nourriture, de protection et de relèvement rapide.

**JEUDI 26 AOÛT 2021.** L'administratrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), Samantha Power, visité Haïti, principalement la commune de Maniche, affectée par le séisme. Accompagnée de l'ambassadeure Michele Sison, l'amiral Faller et du contre-amiral Keith Davids, commandant de la Force opérationnelle interarmées (JTF)-Haïti, a rencontré le Premier ministre haïtien Ariel Henry et le directeur général de la Protection civile Jerry Chandler, autour de l'intensification de l'effort d'assistance des États-Unis et de la collaboration avec le Gouvernement pendant les phases de réponse au tremblement de terre et de relèvement.

### **Appui financier au COUN**

Le COUN a reçu du ministère de l'Économie et des Finances un montant de 3 millions de gourdes pour son fonctionnement pendant la phase d'urgence.

L'Organisation des États américains a également fait un don de 25 000 dollars pour la coordination, la supervision et le contrôle des opérations menées en réponse au tremblement de terre.

### **Enjeux**

Les coordonnateurs exécutifs des comités communaux et locaux – en l'occurrence, les maires et les présidents des conseils d'administration des sections communales – doivent travailler à renforcer pleinement les structures à leur charge et les maintenir activées pendant toute la durée de l'urgence. Si le besoin se fait sentir, ils devront faire appel à des ressources humaines locales disposées à accompagner la population.

Les délégués départementaux et vice-délégués des arrondissements, déjà impliqués dans la coordination, doivent, à leur tour, soutenir davantage ces structures dans les efforts de réponse aux victimes du séisme.



### **Information du public**

L'aire Information du public, aidée par les équipes départementales, a diffusé les informations actualisées, utiles et opportunes pour la population, au fur et à mesure que les données de terrain remontaient.

Plusieurs opérations de communication (conférences et point de presse, interviews, communiqués de presse, messages courts - ont été conduites au niveau du COUN – sous la coordination du ministère de la Communication et de la Culture et de la DGPC -, dans les COU territoriaux et sur le terrain). Ce qui a permis d'assurer une forte présence dans les médias traditionnels, sur les réseaux sociaux et les plateformes de messagerie numérique.

Un centre d'appel – 141 -, dédié à la gestion de l'urgence et la coordination de l'aide, est également géré au COUN.

## Services d'urgence et de sécurité

---

### Recherche et sauvetage

La mission recherche et sauvetage a pris officiellement fin, le vendredi 3 septembre, dans les trois départements affectés. Du 14 août au 3 septembre, plusieurs équipes de sauvetage ont travaillé sur le terrain pour extraire des survivants des décombres mais aussi des personnes coincées dans des montagnes du massif de la Hotte à la suite de mouvements de terrain.

Au niveau national, 154 sauveteurs dont 27 femmes - trois groupes de pompiers du département du Nord ; des sapeurs-pompiers de la Police nationale d'Haïti, en provenance de Jacmel (Sud-Est), des pompiers volontaires de Carrefour et de Gressier, mais aussi des brigadières et brigadiers de la Protection civile du Sud, des Nippes... -, ont été mobilisés durant des jours et jusqu'à trois semaines pour certains.

Ils ont été rejoints sur place par des groupes de sauveteurs internationaux, notamment une équipe de recherche et sauvetage en milieu urbain du comté de Fairfax (Virginie, Etats-Unis) ; des pompiers spécialisés de la Colombie ; des sapeurs-sauveteurs de France, des experts en recherche et sauvetage du Brésil ; des sauveteurs du Royaume-Uni, du Chili, de la République dominicaine et du Mexique. Grâce à eux, mais aussi à des membres de la population, des dizaines de personnes sont sorties vivantes des décombres, dont 16 dans un bâtiment aux Cayes (Sud), ou évacuées depuis les montagnes – 24 coincées au Pic Macaya.

### Sécurité

La Police nationale d'Haïti (PNH) a renforcé la sécurité dans les trois départements fortement affectés par le séisme. Plusieurs unités sont déployées sur les routes et dans les villes.

Dès le premier convoi, l'institution policière a assuré la sécurité de l'acheminement routier de l'aide d'urgence de Port-au-Prince vers le Grand Sud, mais aussi à l'intérieur des départements affectés. Un comité de suivi a été mis en place en vue d'assurer la coordination de cette mission. Le numéro d'appel d'urgence 122 est également dédié à cette dernière.

Sur le terrain de l'urgence, les policières et policiers ont apporté leur assistance aux personnes sinistrées, accompagné les acteurs nationaux et internationaux déployé sur place et assuré la sécurisation de plusieurs opérations de distribution. En même temps, l'institution poursuit ses activités régulières au sein des communautés sinistrées où des opportunistes cherchent à s'infiltrer pour accaparer l'aide et la revendre sur les marchés locaux.

Le dimanche 22 août, le directeur général de la PNH, Léon Charles a survolé huit communes et sections communales de la région sinistrée pour se faire une idée des dégâts causés par le séisme. La mission hélicoptérée s'est déroulée en compagnie d'autres hauts-cadres de l'institution et d'une délégation de l'ambassade américaine en Haïti.

## Enjeux

La mission recherche et sauvetage étant officiellement terminée, les opérations de déblaiement et de ramassage des débris pourront s'accélérer. Parallèlement, les équipes de sauveteurs venues aider devront partager leur rapport de mission avec le COUD du département où elles étaient déployées et possiblement avec le COUN en vue de permettre de finaliser le rapport des opérations d'urgence.

Parallèlement, la PNH continuera à assurer sa mission de sécurité des opérations d'urgence qui ne sont pas encore bouclées.



## Abris temporaires

Des personnes déplacées internes à la suite du tremblement de terre du 14 août se sont regroupées dans des dizaines de points de rassemblement informels. Dans son travail de suivi, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en a identifiés une soixantaine pour une population ne dépassant pas 25 000 déplacées.

S'appuyant sur le fort pourcentage de communautés rurales dans le Grand Sud, le Gouvernement, avec le soutien des acteurs humanitaires, a choisi d'accompagner les familles en distribuant, en priorité des tentes, des bâches et autres dispositifs d'abris temporaires dans les cours des maisons affectées. Cette distribution combine l'implication de plusieurs partenaires, dont l'OIM.

## Enjeux

Le Gouvernement entend coûte que coûte éviter que la réponse d'urgence au tremblement de terre n'engendre de nouveaux risques, ni n'aggrave la précarité des populations touchées sur la durée. En ce sens, la direction générale de la Protection civile continue de préconiser l'aménagement des abris temporaires dans les lieux de vies des personnes ayant perdu ou dont les maisons ne sont plus habitables dans les conditions actuelles.

Les opérations de déblaiement, déjà initiées, doivent s'accélérer, d'autant plus que les actions de recherche et de sauvetage sont désormais complétées, pour permettre aux familles de se réinstaller dans les zones d'habitation.

Seul un accompagnement soutenu des familles pour l'installation d'abris temporaires, préférablement résistants, en dehors des sites de rassemblement pourra permettre au Gouvernement et au SNGRD de d'empêcher l'aménagement de grands camps d'hébergement, surtout au niveau des centres urbains, après l'expérience désastreuse de la gestion de ces espaces, après le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Le Gouvernement et les structures de Protection civile en appellent aux partenaires humanitaires pour continuer à fournir une assistance digne aux communautés affectées en tenant compte de de leurs besoins les plus urgents, y compris et surtout le besoin d'abri, exacerbé dans le contexte de la saison cyclonique.

Il faudrait travailler à prévenir les risques de violence basée sur le genre. Le secteur Protection fait observer que dans les sites de rassemblement informels, les abris de fortune ne sont pas séparés par sexe et que des personnes de sexes opposés n'ayant aucun lien de parenté sont logées dans un même espace.

L'installation de blocs sanitaires provisoires, de points de lavage des mains supplémentaires et dispositifs d'approvisionnement en eau potable dans certaines communautés pourrait non seulement aider quant au respect de l'intimité mais aussi à prévenir le risque de pollution et de maladies oro-fécales et diarrhéiques.



### **Assistance à la population**

Plusieurs opérations de distributions massives et regroupées ont été menées dans les zones affectées. La direction générale de la Protection civile, des agences des Nations unies et d'autres organisations internationales, ainsi que des pays amis, avec un fort appui de l'USAID et l'Armée américaine, ont transporté et distribué, rien qu'en passant par les structures de coordination, de l'aide à plus de 70 000 familles.

À ce jour, des centaines de tonnes de produits alimentaires et non-alimentaires ont été acheminées par voie routière, maritime et arienne vers les zones touchées. Pas moins de 17 convois, pour un total de 190 véhicules, dont 131 camions et une citerne à fuel sont partis du COUN en direction du Grand Sud, où les distributions sont effectuées. Une quarantaine de partenaires ont utilisé ce couloir.

À ce stade, les besoins humanitaires prioritaires identifiés sont les logements temporaires et les soins de santé. L'eau et la nourriture restent une nécessité mais ne constituent plus une priorité comme c'était le cas durant les deux premières semaines de l'urgence.

Dans la Grand'Anse, plus de 23 000 familles, soit plus de 60% des familles en besoin d'assistance ont reçu partiellement de l'aide humanitaire, repartis dans les 6 communes les plus affectés par le séisme. Les bénéficiaires ont reçu entres autres des kits alimentaires, des kits d'hygiène, des bâches et des produits non alimentaires. Certaines communautés ont également reçu des citernes souples et une certaine quantité d'eau de boisson dans les premiers temps de la réponse.

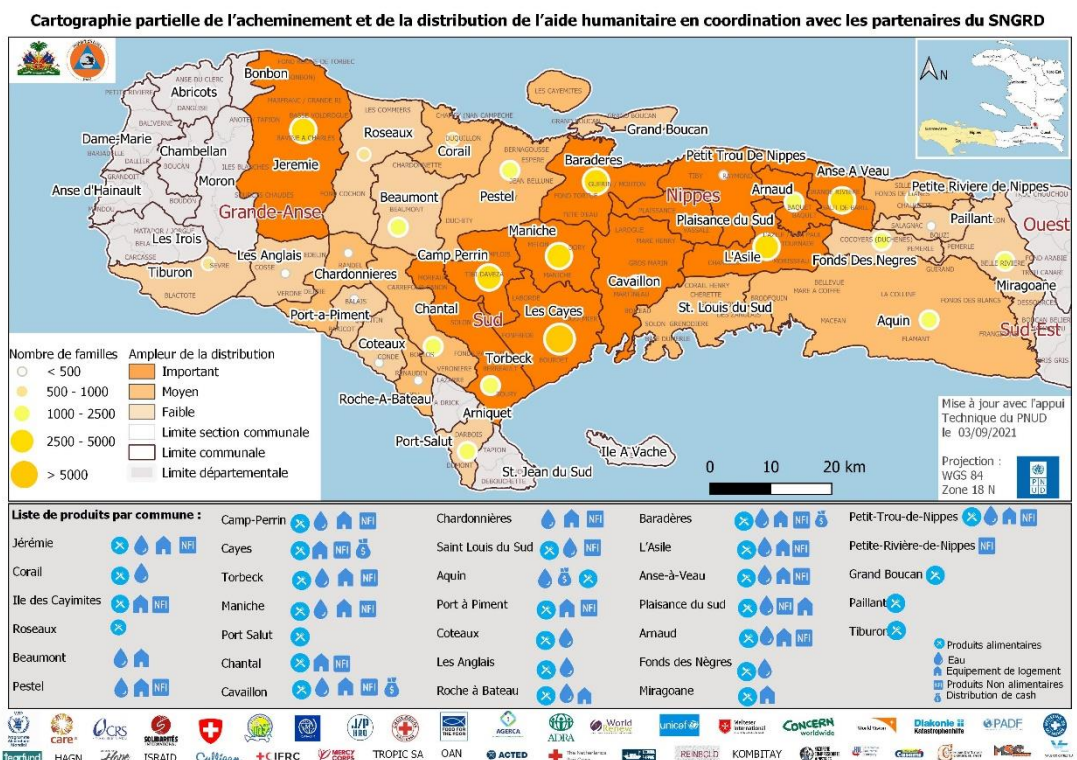


Sur l'ensemble des trois départements, près de 46% des familles en besoin d'assistance ont déjà reçu de l'aide humanitaire, soit plus de 70 000 familles au total. À ce jour, les communes des Cayes, Maniche, Cavaillon, Camp-Perrin, Torbeck, Chantal, Jérémie, Pestel/Cayemites, Baradères, L'Asile et Anse-à-Veau sont les plus touchées par l'aide humanitaire.

La DGPC poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de distribution qui consiste à réaliser une distribution ciblée et ordonnée de l'aide dans les zones les plus touchées par le séisme. Ainsi, l'aide est acheminée la plupart du temps par voie terrestre cependant plusieurs opérations hélicoptérées ont été réalisées afin d'atteindre les zones les plus reculées et difficiles d'accès notamment grâce à un important appui de l'Armée américaine.

Dans la Grand'Anse, le problème des ponts endommagés a ralenti, dans un premier temps, l'acheminement de l'aide du centre de Jérémie vers les autres communes, pour pallier ce problème, le transport par voie maritime et aérienne ont été, dans plusieurs cas, privilégiés.

Entretemps, les distributions continuent avec le support des partenaires humanitaires et l'implication active de cadres et volontaires de la Protection civile dans les départements et des élus locaux. La stratégie ne va pas changer dans les semaines à venir. Les zones enclavées, les familles directement affectées et en besoin d'assistance seront toujours ciblées en priorité.



Le détail relatif à la distribution de l'aide humanitaire dans les zones affectées est fourni à travers le lien suivant :  
<https://docs.google.com/spreadsheets/d/12kFDkrQ6OFT1a2bMvMO2ILX2O8v92jrd/edit?usp=sharing&oid=111043069016553552426&rtpof=true&sd=true>

### **Solidarité intra-haïtienne et internationale**

Après, le tremblement de terre, une grande et émouvante solidarité intra-haïtienne s'est manifestée sous plusieurs formes. Elle a relié les zones touchées aux zones non touchées, les familles éparpillées à travers le pays entre elles, la diaspora à leurs frères et sœurs affectés qui vivent en Haïti. Sur le plan international, des philanthropes ont également contribué à alléger la souffrance de la population victime.

Le secteur des affaires s'est également montré solidaire à la population victime. Plusieurs entreprises, dont des membres de l'Alliance pour la gestion des risques et la continuité des activités (Agerca) ont procédé à la distribution de plusieurs milliers de kits alimentaires et d'hygiène ainsi que des matériaux de construction pour la réparation rapide des structures d'accueil, principalement dans la commune de Camp-Perrin, l'une des plus touchées, et au niveau de plusieurs localités des zones affectées dans les Nippes et le Sud. Ce fut le cas des entreprises Comme Il faut, Valerio Canez et MSC Trading.

Les entreprises privées ainsi que des particuliers ont aussi fourni, sous la coordination de l'Agerca, de l'eau traitée et d'autres produits hygiéniques, soit en passant par le COUP ou en allant directement sur le terrain travailler avec les mairies des communes bénéficiaires. Les entreprises suivantes, figurent parmi celles ayant contribué en ce sens : Culligan, AIC, Reimbold Import-Export, Casami...

Parallèlement, l'Agerca continue de suivre les huit centres de collecte de dons qu'elle a activés en plusieurs endroits de la zone métropolitaine, tout en appelant les acteurs humanitaires à privilégier l'achat de produits locaux pour assister les victimes.

### **Produits alimentaires**

L'aide bilatérale reçue après le tremblement de terre a permis de couvrir une bonne partie des besoins alimentaires d'urgence. À côté, l'effort gouvernemental s'est surtout manifesté à travers le Fonds d'assistance économique et sociale. Plusieurs convois de nourriture ont été livrés directement aux autorités des collectivités territoriales (maires et présidents des conseils d'administration des sections communales), qui sont chargées d'en assurer la distribution aux populations touchées. Au moins 25 000 personnes ont reçu des kits alimentaires et du pain dans les communes de Jérémie, Roseaux, Îles Cayemites, Corail, Marfranc (dans la Grand'Anse) et Chantal, Ducis et de deux sections communales de Torbeck.

Par ailleurs, le Programme alimentaire mondial a touché, dès la deuxième semaine d'urgence, 48 000 personnes dans les zones sinistrées et distribué plus de 15 000 repas chauds, principalement dans les hôpitaux, aux patients, à leurs familles et au personnel médical. La deuxième semaine, des distributions ont été réalisées dans les communautés montagneuses de Maniche et Camp-Perrin, dans le Sud.

L'organisation, qui travaille en étroite collaboration avec la DGPC et la CNSA prévoit de soutenir 215 000 personnes ayant un besoin urgent d'aide alimentaire dans les départements

du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes, alors qu'elle aidait 138 000 personnes avant le séisme.

## Enjeux

L'assistance à la population doit se poursuivre en se renforçant davantage dans les zones d'accès difficile. Les acteurs humanitaires doivent tenir compte des évaluations disponibles, mais aussi des évaluations approfondies que les secteurs sont en train de mener, pour répondre aux besoins spécifiques identifiés.

La priorité, surtout dans le contexte de la saison cyclonique, demeure la distribution des produits non alimentaires susceptibles de permettre aux familles de s'installer, même temporairement, dans des conditions d'hygiène respectables et à l'abri des intempéries.



### Eau, assainissement et hygiène

A ce jour, la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (Dinepa) a assisté plus de 300 000 personnes, affectées par le séisme dans le Grand Sud. L'entreprise publique a rétabli partiellement l'approvisionnement en eau dans plusieurs communautés, grâce à la distribution directe de récipients d'eau, la mobilisation de camions citernes, l'installation de citernes souples (avec ou sans rampe de distribution), de châteaux d'eaux, d'unités de potabilisation d'eau et de stations de pompage, comme celle installée dans la rivière des Chardonnières (Sud). Toutes les communes du Sud, par exemple, sont dotées de camions de distribution d'eau potable [Unicef].

À la deuxième semaine de la phase de réponse d'urgence, la Dinepa avait déjà distribué des kits hygiéniques dédiés aux femmes à plus de 6 000 personnes ainsi que des savons de toilette à plus de 2 000 personnes. Pour assurer le traitement d'eau, elle avait donné à plus de 4 000 personnes des produits comme du chlore en granulés et en pastilles.



### Santé

Alors qu'il est en pleine campagne de vaccination COVID-19, le ministère de la Santé publique et de la Population continue de mener ses interventions en matière d'urgence sanitaire, de manière coordonnée, dans les trois départements directement touchés par le séisme. L'institution a assuré la prise en charge des victimes, tout en garantissant un niveau d'accès et de continuité des services institutionnels et ambulatoires, l'acquisition et la distribution d'intrants et de médicaments... avec l'appui d'un nombre grandissant de partenaires.

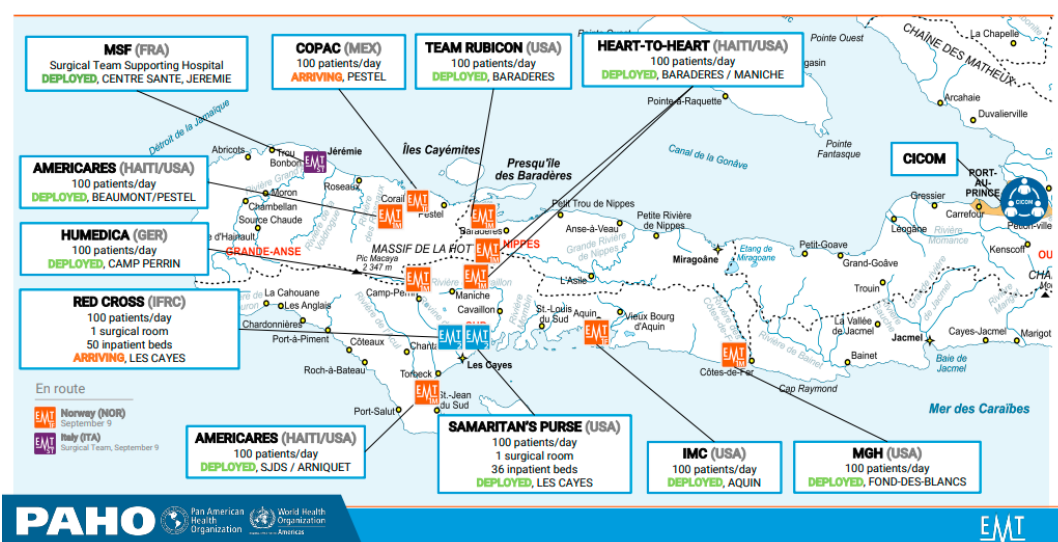
INSTITUTION	TRANSPORT (VOIE)	QUANTITÉ
CENTRE AMBULANCIER NATIONAL (CAN)	Terrestre	348
	Hélicopté	99
CROIX-ROUGE	Terrestre	146
<b>TOTAL</b>		<b>593</b>

La coordination des interventions de 26 partenaires, impliqués par la réponse, a permis au secteur de contribuer de manière considérable à la réponse post-séisme. Selon le dernier produit à ce jour par le secteur, 593 victimes du séisme ont été transportées dans différents hôpitaux des communes limitrophes moins touchées par le séisme et à Port-au-Prince. Au moins 141 interventions chirurgicales ont été réalisées et 558 patients et patients transférés pour des soins spéciaux.

DÉPARTEMENT	PATIENTS OPÉRÉS	PATIENTS EN ATTENTE D'OPÉRATION	PATIENTS OPÉRÉS
GRAND'ANSE	107	5	289
NIPPES	28	6	116
SUD	6	16	153
TOTAL	141	27	558

Si les hôpitaux et centres de santé, encore fonctionnels dans les trois départements touchés, ont travaillé dans un premier temps à la limite de leurs capacités. Ils ont reçu entretemps des renforts en personnel et équipements. Le secteur a mis en place plusieurs dispositifs dans le cadre de l'urgence sanitaire provoquée par le séisme, mais aussi pour assurer la continuité des services essentiels de santé.

  
Déploiement  
des équipes médicales  
au 2 septembre 2021

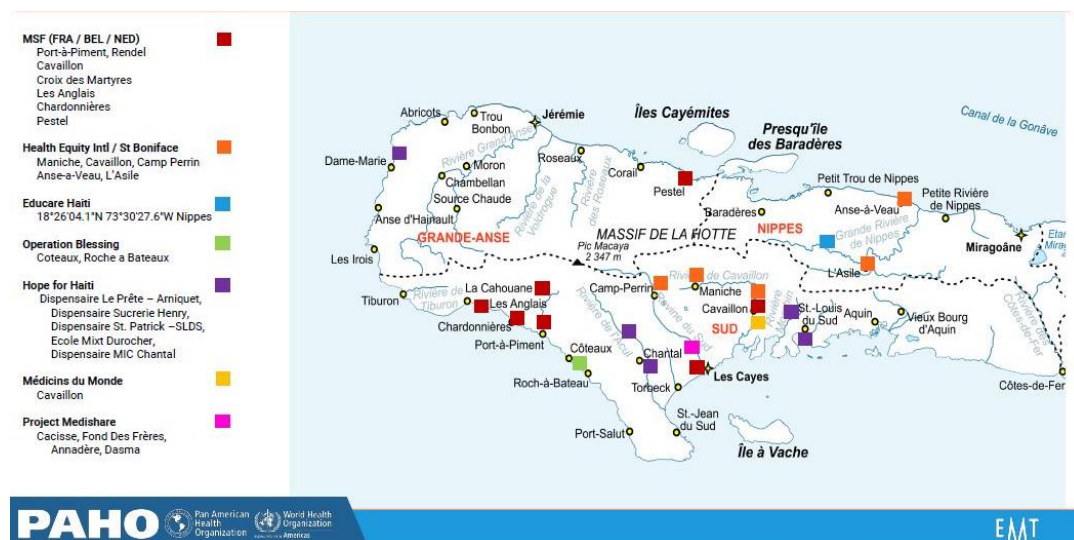


Une vingtaine de cliniques mobiles ont été déployées dans la région depuis le tremblement de terre. Au moins huit équipes médicales d'urgence – dont quatre ont déjà bouclé leur mission – ont fourni leurs services aux communautés affectées. Ce fut le cas par exemple aux îles Cayemites où une des techniciens allemands ont déployé leur hôpital de campagne.

Outre un appui régulier en matière de premiers secours et de services ambulanciers, la Croix-Rouge haïtienne s'apprête à installer un nouvel hôpital de campagne dans le Sud. Celui-ci a une capacité de 50 lits d'hospitalisation et est doté salle d'opération, de radiographie, de médicaments et d'autres modules. Une équipe de réponse aux urgences sanitaires finlandaise devrait appuyer le déploiement de cet hôpital qui fonctionnera avec du personnel local.



## Déploiement des cliniques mobiles au 2 septembre 2021



## Enjeux

Les patientes et patients victimes du séisme, qui n'ont plus besoin de soins aigus, continuent de sortir des hôpitaux. Néanmoins, leur sortie doit être gérée avec une attention optimale, en vue de les accompagner au mieux (suivi post-opératoire, kinésithérapie, santé mentale, abri temporaire pour certains...) et aussi éviter que les hôpitaux fonctionnent en surcapacité.

Le secteur continue d'assurer la riposte contre le COVID-19, à travers notamment la surveillance épidémiologique et une campagne de vaccination qu'elle est en train de renforcer. De concert avec le secteur eau, hygiène et assainissement, il faut travailler à prévenir les risques de maladies que pourrait générer la catastrophe, qui pourrait compromettre les efforts de relèvement.



## Infrastructures

Le MTPTC est déployé sur plusieurs fronts pour coordonner et conduire des interventions rapides sur les infrastructures affectées, des actions de déblaiement et de ramassage de débris, mais aussi l'évaluation du bâti. Cette mission a été initiée dans la Grand'Anse pour s'étendre dans le reste de la région. L'évaluation approfondie des réseaux routiers est réalisée de concert avec des spécialistes de la Banque mondiale. Les bâtiments publics (écoles, églises, banques, centres commerciaux) sont également évalués afin de faciliter la reprise ordinaire des activités.



## Infrastructures routières

Rapidement, les techniciens du MTPTC dans la Grand'Anse ont réalisé plusieurs interventions en vue d'évaluer rapidement l'état des routes et de rouvrir dans un second temps les routes importantes que des mouvements de terrain provoqués par le séisme ont bloqué.

La route nationale #7, entre Jérémie et les Cayes, a été débloquée à deux reprises et à plusieurs endroits, après les impacts successifs du séisme et du cyclone Grace, ayant affecté tour à tour la région, en moins de 72 heures.

## Infrastructures portuaires et aéroportuaires

L'APN a confirmé que des travaux de réhabilitation sont en cours au port de Saint-Louis du Sud et que l'ouvrage sera de nouveau opérationnel d'ici un mois.

## Enjeux

Il faut fournir les ressources nécessaires pour rendre opérationnelle la voie routière alternative provisoire passant par Vertigo dans le plus bref délai. Toute forme de circulation sur le pont Estimé devrait être interdite.

Il faudrait réparer en toute urgence les infrastructures portuaires de Pestel et de Corail pour faciliter l'acheminement de l'aide. La vie économique dans ces zones et leur communication avec les communes avoisinantes pour s'approvisionner dépend presque exclusivement du transport maritime.

L'évaluation structurelle se met en place dans le département du Sud. Un appui de l'ambassade suisse est donné en ce sens. En même temps se poursuivent les évaluations des écoles endommagées.



### Agriculture

Afin de compléter les informations sur le secteur agricole dans les autres départements affectés, le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural prévoit d'organiser une mission d'évaluation au début de la semaine prochaine.



### Éducation

Le secteur a déjà lancé les évaluations approfondies du parc scolaire dans la région touchée en mobilisant des enquêteurs, y compris des ingénieurs du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (MENFP). Prévu pour le premier lundi de septembre, la rentrée des classes est désormais fixée au 4 octobre dans les départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud. Elle a été repoussée au 22 septembre pour les sept autres départements.

## Enjeux

Le MENFP doit veiller à l'accélération des travaux de déblaiement des sites où des bâtiments scolaires ont été détruits ou fortement endommagés en vue faciliter la construction ou l'installation de structures provisoires avant la date prévue pour la rentrée des classes.

Le MENFP prévoit d'accompagner, avec l'appui du Gouvernement et des partenaires internationaux, les enseignantes, enseignants et les parents les plus nécessiteux dont les enfants ont dans certains cas tout perdu dans le tremblement de terre.

La Fondation Digicel a déjà promis d'investir un million de dollars américains dans la reconstruction de plusieurs infrastructures scolaires dans les départements frappés par le séisme du 14 août 2021.



Plusieurs institutions nationales intervenant dans le secteur sont en train de suivre, documenter, évaluer, signaler et défendre la protection des droits de la population affectée en vue de répondre aux questions de protection et d'assurer le suivi des cas problématiques. Ils bénéficient de l'appui de plusieurs partenaires nationaux et internationaux, parmi lesquels, l'Unicef, le Fonds des Nations unies pour la population, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH), Save The Children, Care...

Le Bureau du secrétaire pour l'intégration des personnes handicapées a évalué à environ 5 500 le nombre de personnes handicapées ayant été affectées par le séisme dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, parmi lesquelles 2 150 femmes et 445 personnes âgées. Le Bureau a identifié rapidement des besoins en eau potable, en nourriture, en bâches et matériel de protection sanitaire, tels les cache-nez, et en médicament. Elle a été recommandée qu'une aide humanitaire massive cible cette catégorie de la population.

À ce jour, l'Institut du bien-être social et de recherche (IBESR) a évalué 40 foyers d'accueil sur 56 et 47 maisons d'enfants sur 48. Il a procédé avec l'appui de plusieurs partenaires, à la distribution de produits humanitaires, tels que des bâches, des lampes, des filtres à eau, des produits d'hygiène et de l'eau dans ces maisons. L'institut a également accompagné 61 enfants blessés, dont 36 filles, assurer le suivi des enfants en conflit avec la loi et a ainsi garanti des plats chauds à 41 mineurs détenus.

Sur 15 dossiers traités, l'IBESR a déjà débouché sur une réunification familiale dans 14 cas. Elle en a proposé pour effectuer des opérations de sensibilisation communautaire sur les risques de séparation et de traite. L'IBESR a également effectué une consultation psychologique au bénéfice de 21 enfants, de l'animation psychosociale pour 178 enfants, dont 96 filles.

Le séisme du 14 août, en exacerbant les vulnérabilités dans les communautés, a fait augmenter les risques de violence basée sur le genre et grossesse précoce ou non désirée. De nombreuses femmes allaitantes ont été identifiées, vivant avec leur progéniture dans des abris de fortune. Pas moins de 150 de filles-mères sont dénombrées dans des communes comme Petite rivière et Anse-à-Veau (Nippes), mais aussi 25 filles enceintes présentes dans un point de rassemblement informel aux Cayes, dans le Sud.

## Enjeux

Il faudra renforcer la coordination du secteur dans les trois départements dans toutes ses composantes et assurer la mise en œuvre des activités d'appui psychosocial aux enfants vulnérables, de sensibilisation sur les thèmes liés à la protection de l'enfant dans le cadre de l'urgence et de soutien aux familles d'accueil) via des partenaires d'implémentation.



En renfort aux capacités locales, le ministère de l'Environnement a déployé 30 agents environnementaux répartis dans les trois départements les plus touchés, moins de 24 heures après le séisme. L'institution gouvernementale a mis à disposition deux chargeuses-pelleteuses, 2 camions bascules, 1 compressif et des opérateurs en vue d'assurer la gestion des débris/décombres dans les Nippes et la Grand'Anse. Des techniciens du ministère des TPTC et des militaires haïtiens ont été également présents sur le terrain pour fournir un appui logistique aux équipes de sauvetage.

Tout de suite après le tremblement de terre, l'acheminement de l'aide vers les zones affectées a constitué le nœud gordien des opérations de réponse. D'abord, l'accès par la route à la région ciblée était déjà limité en raison de troubles politiques, de barrages routiers et d'affrontements entre des groupes armés. Les dommages subis par les routes et les ponts pendant le séisme et le passage du cyclone Grace, moins de trois plus tard, a aggravée la situation.

Il a fallu une stratégie concertée et l'implication de plusieurs partenaires pour trouver des solutions aux problèmes et assurer la liaison avec le Sud. Grâce à un important appui logistique de l'USAID et de l'Armée américaine, mais aussi des Nations, à travers le service aérien humanitaire (UNHAS), géré par le PAM, et d'autres pays pour transporter par hélicoptère, par bateau et par camion l'assistance d'urgence et des travailleurs de première ligne déployés pour appuyer la réponse.

## Fonctionnement des COU

Outre les moyens réguliers à leur disposition, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a fourni véhicule et carburant au COUN et au COUD pour faciliter les déplacements. Le PNUD a également garanti un appui technique pour le fonctionnement des aires du COU national.



À la suite du tremblement de terre, la coopération internationale, à la fois multilatérale et bilatérale, a commencé à apporter l'aide humanitaire en Haïti. Le Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes (CCRIF SPC) a versé 40 millions de dollars américains au Gouvernement dans le cadre de l'assurance pays contre les catastrophes d'origine naturelle.

Le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) des Nations Unies a approuvé l'octroi de 8 millions de dollars américains qui seront utilisés pour fournir des soins de santé essentiels, de l'eau potable, des abris d'urgence et des installations sanitaires.

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a débloqué une assistance humanitaire additionnelle de 32 millions de dollars américains pour Haïti, tout en continuant à coordonner la réponse du gouvernement américain à la suite du tremblement de terre. Ce montant est utilisé pour aider des partenaires humanitaires à fournir une aide d'urgence en priorité dans l'urgence sanitaire, les abris temporaires, la nourriture, l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement et les services de protection, y compris les services d'appui psychosocial dans la région du Grand Sud.

Pour sa part, l'Union européenne a débloqué 3 millions d'euros d'aide humanitaire pour répondre aux besoins les plus urgents des populations touchées par le séisme. Tandis que le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) a approuvé l'octroi d'un million de livres sterling pour soutenir l'intervention, en Haïti, de l'équipe de soutien opérationnel de la CARICOM (COST) de l'Agence caribéenne de gestion des catastrophes et des réponses aux urgences (CDEMA) ;

L'aide bilatérale s'est très largement manifestée dès les premières heures ayant suivi le tremblement de terre. Plusieurs pays ont dépêché des équipes en appui aux opérations d'urgence sanitaire, de secours, de recherche et sauvetage, tout en fournissant de l'assistance technique aux structures de coordination nationales. Ils ont également fourni en dons des produits humanitaires, du matériel médical et des médicaments.

L'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, le Brésil, le Chili, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, le Cuba, l'Équateur, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Hollande, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Panama, la République dominicaine, la Suisse, le Taiwan, la Turquie, le Venezuela... ont contribué à ce grand élan international.

## Recommandations

---

- Étendre les opérations de déblaiement et de ramassage des débris aux résidences familiales ;
- Réorienter les actions de réponse dans les zones d'habitation en lieu et place des sites de rassemblement qui se développent de manière inquiétante...
- Poursuivre et accélérer les actions de réponse en tenant compte de la cartographie des zones enclavées, des besoins urgents et de la saison cyclonique en cours ;
- Renforcer les structures de Protection civile à tous les niveaux – central et territorial - tout en encourageant et en valorisant l'engagement des volontaires à cette noble mission... Initier les opérations de communication avec les communautés sur les abris temporaires, la vulnérabilité du bâti après un séisme, les conditions sanitaire (contexte de la Covid-19) ;

- Poursuivre de manière coordonnée les évaluations approfondies au niveau sectoriel et y prendre en compte vulnérabilités et les besoins particuliers en vue d'une réponse inclusive dans les phases de relèvement et de reconstruction ;
- Veiller à ce que ces évaluations prennent en compte les vulnérabilités et les besoins particuliers en vue d'une réponse inclusive dans les phases de relèvement et de reconstruction ;
- Produire et/ou mettre en œuvre les plans de relèvement des secteurs, notamment l'éducation.

# Rapport d'étape

du Centre d'opérations d'urgence national

*Samedi 4 septembre 2021*